

ACCUEIL DES REFUGIES

Un élan de solidarité se manifeste sur le département



ACCUEIL DES REFUGIES

Lors de la réunion avec les maires de France du samedi 12 septembre présidée par Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, les maires ont été informés des modalités de leur participation à l'effort national de solidarité concernant l'accueil, sur le territoire français, de demandeurs d'asiles et de réfugiés.

A la suite de cette réunion, le Ministre a demandé aux préfets de nommer un coordonnateur départemental qui rassemblera l'ensemble des offres émanant des collectivités territoriales et de la société civile. Dans le Gers, Dominique Chabanet, directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP), a été désigné coordonnateur départemental par le Préfet Pierre Ory.

Mercredi en soirée, Le préfet recevait les trente maires ayant répondu positivement à son questionnaire et les informait en détail des mesures prises pour mener à bien ce plan d'accueil dans le département. Quarante logements pourraient être ainsi mis à disposition. Philippe Martin le président du conseil départemental également présent s'est dit prêt à mobiliser ses services sociaux. Ainsi dans chaque centre d'action social, un référent pourrait-être nommé pour assurer un accompagnement global des familles précisant que le conseil général avait voté la constitution d'un fond spécifique de 40.000€ et pouvait de son côté aussi mettre à disposition des hébergements sociaux. 77 logements au total ont ainsi été répertoriés autorisant l'accueil d'autant de familles soit entre trois et quatre cent personnes.

Ces aides viendront s'ajouter à celles prévues par l'état " qui assumera la pleine responsabilité de ses engagements financiers, précisait le préfet et d'en énumérer quelques uns :1000€ d'aide à l'installation par personne pour les communes, 1500€ pour les associations d'accompagnement social, l'intégration des enfants dans les écoles, l'apprentissage du français pour les adultes et pour les personnes concernées l'obtention d'une carte de séjour pour dix années, le droit à travailler, le droit à l'accès à l'ensemble des services médicaux et sociaux ... " " L'objectif est de réussir l'insertion de ces personnes pour qu'elles puissent ensuite agir comme n'importe quel citoyen, l'idée n'est pas de les inscrire dans un statut d'assisté". Pierre Ory a du reste bien précisé aux maires les différences entre demandeurs de droit d'asile et réfugiés. Tous ceux qui arriveront dans le cadre de ce plan seront sous statut de réfugiés. Leur nombre n'est pas encore connu, pas plus que les dates d'arrivée mais il s'agit d'être prêts. Pour l'instant on se trouve en phase de préparation et ce plan peut donc évoluer. Si le représentant de l'état se réjouissait de l'élan de solidarité suscité en faveur des réfugiés syriens pour autant il rappelait aux maires la politique de fermeté contre l'immigration irrégulière afin de ne pas dévoyer un système dans lequel pourraient s'engouffrer certaines familles. D'ailleurs il concluait sa conférence de presse qui suivait la réception des maires " Pas plus que dans d'autres départements, nous ne sommes des bisounours".



Le préfet Pierre Ory et Dominique Chabanet lors de la conférence de presse